

## Définition

Nous nous situons exclusivement dans le cadre de la valeur d'échange, sans considération pour la valeur effective des choses, des productions, du fruit du travail humain. Ce n'est pas que ces considérations n'aient pas d'importance, c'est que la valeur ajoutée n'intègre pas ces points de vue dans sa définition, dans son fonctionnement.

Nous avons une valeur d'échange qui évolue comme suit dans le processus de production du fait de l'emploi. Au départ, nous avons des frais et, à l'arrivée, un prix de vente auquel le marché voudra bien acquiescer le bien ou le service.

La différence entre le prix d'arrivée (P) et les consommations intermédiaires, ce qu'il faut acheter pour produire les marchandises (F) constitue la valeur ajoutée créée par les producteurs. Ou pour le dire autrement:

(1)

$$| P = F + Va |$$

En France, on peut évaluer l'ensemble des prix à quelque chose comme 10.000 milliards € alors que la somme des valeurs ajoutées, le PIB, fait à peu près 2.000 milliards €. En admettant ces estimations grossières, les consommations intermédiaires interviennent pour 80% du prix en moyenne dans l'hexagone.

- **Les composants de la valeur ajoutée**

La valeur ajoutée elle-même se répartit entre différents postes:

- Les salaires (S)
- Les investissements (I)
- Les dividendes (D)

Chacun appelle un commentaire:

- Les salaires sont eux-mêmes constitués de

- salaires individuels bruts et leurs [impôts](#)

Ce sont les salaires révélés par la [fiche de paie](#). En France, ils représentent 700 milliards d'€ sur les 2.000 du [PIB](#), de la valeur ajoutée totale (35%)

- salaires socialisés bruts et leurs impôts

Il s'agit des [cotisations sociales](#), aussi bien 'patronales' que 'employés'. La différence entre les deux est purement [politique](#). En fait, qu'il s'agisse de l'une ou de l'autre, on a affaire à un [salaire social](#), à un acquis conquis par les salariés et non à une propriété des employeurs. La distinction a permis de légitimer la présence patronale dans les organismes de gestion de cette cotisation sociale. Ils n'ont évidemment rien à faire puisqu'il s'agit, répétons-le, d'un salaire.

- Les investissements ne sont théoriquement pas imposés.

- Les dividendes peuvent prendre plein de formes différentes. Le taux d'intérêt d'un emprunt est une forme de rétribution d'un [propriétaire](#) lucratif, c'est donc un dividende. De même, les rémunérations des actionnaires ou les produits dérivés, bancaires de tous types. Ces dividendes représentent 700 milliards d'€ en France (35% du PIB).

La partie imposée de la valeur ajoutée est répartie en deux postes.

Un poste 'fonctionnaires'. Ils réalisent la valeur ajoutée qui leur est attribuée.

Un poste 'remboursement de la dette' qui part, lui, dans les poches des propriétaires lucratifs.

L'équilibre entre les différents postes au sein de la valeur ajoutée est ce que [Marx](#) appelait la 'guerre des [classes](#)', entre producteurs, prolétaires parce que non propriétaires de leur outil de travail, parce qu'obligés de vendre leur force de travail et les [propriétaires](#) en question.

- **Austérité, salaire et valeur ajoutée**

[Ce paragraphe et le suivant sont intégralement repris dans l'article "austérité"]

Prix : 100 €

Consommations intermédiaires 80 €	Valeur ajoutée 20 €
-----------------------------------	---------------------

C.I. 80 €	Investissements 5 €	Dividendes 5 €	Salaires socialisés 5 €	Sal. individ. 5 €
Voir (1)		Les salaires sociaux disparaissent au profit des dividendes au nom de la compétitivité		
C.I. 80 €	Investissements 5 €	Dividendes 10 €	Sal. ind. 5 €	
Voir (2)		Sous la pression du chômage, les salaires individuels se réduisent fortement		
C.I. 80 €	Investissements 5 €	Dividendes 12 €	S.I. 3 €	
Voir (3)	La demande baisse, les prix baissent sous la pression de la concurrence			
C.I. 64 €	Inv, 4 €	Dividendes 4 €	S.I. 3 €	

Prix : 75 €

Fig. 1

Explication du dessin:

(1) C'est la structure de la valeur ajoutée telle que nous l'avons connue. Une partie part en profit (dividendes et investissement) et une partie part en salaire (socialisés et directs).

(2) Depuis quarante ans, les salaires socialisés et les impôts, les salaires des fonctionnaires, sont régulièrement sapés, diminués, marginalisés avec l'étonnante complicité des syndicats. Cette diminution ne profite absolument pas aux salaires individuels, aux salaires directs ni aux investissements: ce sont les dividendes qui ont augmenté.

(3) La diminution des salaires socialisés a permis d'embaucher les nouveaux travailleurs avec des conditions de travail dégradées, avec des salaires directs amoindris. La

diminution de la masse salariale globale n'a pas profité aux investissements mais **exclusivement** aux dividendes, une fois encore.

(4) Mais les entreprises sont soumises à une concurrence acharnée. Les clients-travailleurs sont rincés puisque les salaires directs et socialisés ont diminué. Les entreprises doivent donc réduire leur prix si elles ne veulent pas disparaître. La baisse des prix diminue les dividendes et, une fois que les prix sont baissés (disons d'un quart), les consommations intermédiaires et les investissements sont eux aussi diminués puisque les prix des marchandises achetées comme investissements ou comme consommations intermédiaires ont baissé globalement.

La baisse générale des prix est ce qu'on appelle une déflation. C'est une catastrophe économique qui fait exploser le chômage et les dettes (ça ne vous dit rien?). Le PIB, la somme de toutes les valeurs ajoutées nationales, diminue. Les carnets de commande des entreprises demeurent vides puisque les clients n'ont plus de salaire à dépenser. Face à l'absence de commande, les entreprises vont licencier leur personnel et accentuer les effets cycliques.

- **Effets de l'austérité sur les composants de la valeur ajoutée**

Le **taux de profit** du capital augmente dans un premier temps mais, pour la plupart des entreprises, c'est finalement la ruine qui les attend puisque, faute de clients, les dettes s'entassent, les machines rouillent et l'usine compte les pluies.

Au final, si l'on définit le taux de profit comme le rapport entre les dividendes et les capitaux investis, on a

(2)

Taux de profit=Dividendes/Consommations Intermédiaires+Investissements+Salaires

Cette équation appliquée à la fig. 1 donne comme résultat 6% au début du processus décrit par le dessin et ... 6% à la fin. Il n'y a donc pas eu, finalement, d'augmentation du taux de profit.

Par contre, la structure organique du capital est modifiée par la rigueur, l'austérité (ou la déflation salariale, c'est pareil).

La structure organique du capital est le rapport entre le capital fixe (les investissements) et le capital vivant (les salaires - socialisés ou individuels). Sur la Fig. 1, ce rapport passe de 0,5 à 1,33. Les investissements en capital fixe, en machines, en équipements deviennent déterminants face à la concurrence alors que l'importance relative des salaires baisse. La course à l'équipement sans travailleur pose un problème économique majeur: ce sont les salariés qui remplissent finalement le carnet de commande *in fine* or la déflation salariale comprime inmanquablement, à plus ou moins long terme, la demande.

Les salaires sont diminués **relativement** par rapport aux investissements. Pour produire, il faut **relativement** de plus en plus investir pour pouvoir écouler une production meilleure marché, sans salaire, sans travailleurs.